



© Fotalia

De Donald Trump à Marine Le Pen, tous les mouvements populistes affirment lutter contre un ennemi commun : le système et ses élites. Monopolisant le pouvoir, isolée des réalités, l'élite empêcherait la prise en compte des attentes du « vrai peuple » que seuls les partis extrêmes seraient capables de porter. Est-ce vraiment si simple ?

**TOUT DOIT CHANGER.**  
Pour que rien ne change.

*Le système, on n'en veut plus !*

# À BAS LES ÉLITES ?

**Frédéric ANTOINE**

**L**es ennemis du peuple ? En ce début de siècle, il n'est pas difficile de les montrer du doigt. En première ligne : les politiciens professionnels de tous bords. Avec comme seul objectif de conserver le pouvoir en se faisant élire et réélire, ils s'entendent comme larrons en foire pour, un coup être dans une majorité, le suivant dans l'opposition. Derrière eux : les décideurs non élus. En gros, les membres des cabinets ou des grosses administrations qui font la pluie et le beau temps en édictant des règlements sur lesquels personne n'aurait de droit de regard.

Ensuite, mention spéciale pour les syndicats, les juges et la justice dont on aime dire pis que pendre, mais face à qui on reste tout de même prudent. Entourant ce beau monde, figurent les journalistes et les sondeurs, trop heureux d'appartenir au clan de décideurs pour ne pas en partager valeurs, arrogances et ambitions. Alors que leur fonction de base serait de critiquer les pouvoirs, et non de les servir. Enfin, en bas de tableau, on n'oubliera pas les intellectuels, les acteurs de la culture et les penseurs engagés qui sont, eux aussi, considérés comme outrepassant le rôle attendu d'eux.

## DES AILES AUX ÉLITES

Depuis la montée des populismes, ces quatre à cinq mondes représentent les cibles « internes » au système les plus fréquemment montrées du doigt par ces partis extrémistes. Au sein du système, ils en constituent « l'élite ». Une notion volontairement floue, qui fait référence à des univers peu définis. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le sociologue et économiste italien Vifredo Pareto avait essayé de l'éclairer en estimant qu'une élite « *existe dans toutes les sociétés et les gouverne, même quand le régime est en apparence celui de la plus large démocratie* ». « *Ces aristocraties ne durent pas, mais elles se renouvellent continuellement*, écrivait-il. *Nous avons ainsi un phénomène qu'on pourrait appeler la circulation des élites.* »

## UN POUVOIR « NORMAL »

Pareto n'a pas été le premier à considérer le monde comme un système binaire comprenant « dirigeants » et « dirigés ». Dans *La République*, Platon décrivait déjà, comme univers politique idéal, un monde où « guerriers » et « producteurs » seraient dirigés par des gouvernants, qu'il ap-

pelle « les gardiens ». Ceux-ci constituent l'élite morale, intellectuelle et physique qui se partage le pouvoir, tout en étant séparée du peuple. Ce que le sociologue italien Pareto a ajouté, c'est la notion d'hétérogénéité des élites et souligné leur capacité à organiser entre elles une rotation, afin de ne jamais perdre le pouvoir.

Sa « théorie des élites » considère qu'il existe toujours une minorité qui gouverne tandis que la masse de la population est gouvernée, et que le partage inégal des richesses, du pouvoir et du prestige est donc « normal ». Cela explique que la théorie de Pareto et de ses disciples a souvent été critiquée, car elle légitimise la direction des sociétés par de petits groupes d'individus.

## GRAND MÉCHANT MAL

D'avantage que l'existence d'une élite, c'est la rotation et la collusion entre ses membres que les mouvements populistes critiquent aujourd'hui. Pour continuer à se partager le pouvoir, ceux qui composent l'élite seraient prêts à toutes les compromissions, voire à tous les arrangements. « Théorie de l'élite » et « théorie du complot » font donc bon ménage dans le discours populiste, car les complots ne peuvent bien sûr être ourdis que pour cacher les intentions réelles de l'élite.

**« Jamais Donald Trump n'a mis en cause l'argent et ceux qui dirigent le monde grâce à lui. »**

Dans les médias dits « critiques », on se plaît d'ailleurs de temps à autre à souligner cette collusion et cette compromission. Les journalistes Serge Halimi et Gilles Balbastre ont ainsi dénoncé à plusieurs reprises, dans *Les Nouveaux Chiens de garde*, les liens intimes existant en France entre certains journalistes et les pouvoirs. Quant aux politiciens, il suffisait de montrer à la télévision leurs conversations, saisies à la dérobée juste avant la victoire de François Fillon, pour comprendre qu'ils étaient prêts à servir n'importe quel maître. Pour autant qu'ils conservent leur poste...

Plaçant sous une même coupole tout qui exerce un quelconque pouvoir visible dans une société, mais cherchant

aussi à y intégrer ceux qui y détiendraient un pouvoir invisible, la notion d'élite finit par désigner le « grand méchant mal » du monde contemporain. Un méchant insaisissable, dont on sait seulement qu'il représente le monde des « puissants ». Mais qu'il est facile de représenter. Car il suffit de l'évoquer pour voir émerger des images et apparaître les visages des êtres humains qu'il faut dénoncer et combattre.

## GÉOMÉTRIE VARIABLE

Au-delà des cercles du pouvoir décrits au début de ce texte, ce que les mouvements populistes incluent encore dans leur vision du monde d'élites peut être fort variable. La question des « puissants » de l'économie et de la finance en est le meilleur exemple. Aux USA, Donald Trump a limité ses diatribes aux premiers cercles de l'élite. Jamais l'argent et ceux qui dirigent le monde grâce à lui n'ont été mis en cause par le milliardaire. La droite française n'est pas plus diserte sur le rôle des grandes fortunes et des empires financiers ou sur les licenciements économiques opérés par des entreprises dégagant d'énormes dividendes.

Comme si les puissances d'argent étaient, elles, du bon côté de la force. Ou comme si il n'était pas de bon ton de soumettre à la vindicte le groupe social avec lequel les dirigeants populistes ont les rapports les plus proches... ou dont ils sont simplement issus. À gauche, le populisme de Jean-Luc Mélenchon tient un autre discours, qui intègre le patronat au sein de l'élite. Mais ne remplace pas la dénonciation des élites par une analyse marxiste de classe opposant patronat et exploités. Aux extrêmes, les ennemis sont désormais désignés de la même manière. En Belgique, les propos du PTB sont plus nuancés.

**« Déjouer les stratégies, c'est écrire sa propre histoire. »**

L'analyse de classe y occupe toujours une place de choix, la mise en cause des élites n'étant pas très explicite. Sans doute parce que, en raison du modèle belge, ce parti participe déjà au système politique. Alors qu'en France, les pourfendeurs des élites se trouvent d'abord parmi ceux qui en sont largement exclus.

## ANTISYSTÈME

Focalisant sur les élites, les partis populistes ciblent une proie facile. Mais qu'en sera-t-il s'ils sont appelés un jour à partager (ou à prendre) le pouvoir ? Il leur sera alors difficile de continuer à dénoncer un univers dans lequel ils seront amenés à opérer. La situation des partis eurosceptiques au Parlement européen a déjà démontré les limites de la logique du « dedans-dehors ». Lorsqu'on est membre d'un système, soit on en accepte les règles, soit on en est exclu. Et on le dénonce. En déclenchant alors une révolution ou une guerre civile, car réformer un système n'est pas le détruire. On ne peut en tout cas pas profiter d'un système que l'on conteste.

Système ou pas ? La question est totalement liée à celle du rejet des élites, et elle n'est pas seulement stratégiquement posée par les états-majors des partis populistes. Dépassant ces partis, elle résonne dans une grande partie de l'opinion. Au-delà des choix de Trump, du Brexit ou de Fillon, les votes américain, britannique ou français ont d'abord été l'expression d'un rejet du système tel que prédit, annoncé ou scénarisé par les élites.

Les bonnes convenances disaient de voter Clinton ? Contredire le système poussait à voter Trump. Idem pour le Oui à l'Europe. Ou pour le duel attendu entre Sarkozy et Juppé. S'ils ont déjà tout prévu, à quoi bon ? Rejeter ce que l'élite avait programmé semble être devenu, pour une partie de l'opinion, le seul moyen de désespérément prendre la parole. À l'ère du web 2.0, tout concourt sur Facebook, Twitter, Snapchat, etc., à inciter chaque être humain à donner son avis, à partager ses humeurs, à exprimer son opinion.

Pourquoi les élections ne seraient-elles qu'un simple moment de validation d'une histoire déjà écrite ? Déjouer les stratégies (ou les complots), c'est écrire sa propre histoire. Retrouver sa liberté. Liberté d'agir, de s'exprimer. Et donc espérer exister. Au risque de tomber dans la gueule du loup ? ■

## PAYS LÉGAL, PAYS RÉEL

Dénonçant les élites, les partis populistes se glissent subtilement dans les pas de prédécesseurs assez « particuliers ». En effet, opposer le « pays légal » (les élites) au « pays réel » (le peuple) n'est pas une nouveauté. En Belgique, *Le pays réel* était le titre du journal édité dans les années 1930 par Léon Degrelle, créateur du parti d'extrême droite Rex. Il reprenait ainsi une idée exprimée pour la première fois par son mentor, Charles Maurras. Degrelle, lui aussi, revendiquait de « parler vrai », et s'opposait à l'élite. Dans la bouche de ce pur produit de l'enseignement catholique (Namur et Louvain) et du catholicisme conservateur, l'ennemi était ceux qu'il désignait sous le nom de « banksters » ou de « pourris » : ceux qui pratiquaient des collusions entre les mondes des affaires et de la politique.

Charles Maurras, considéré comme le théoricien du « nationalisme intégral » était lui le fondateur de l'Ac-

tion Française, mouvement politique créé en 1905, et du journal éponyme, nationaliste et antisémite lancé en 1908. Au-delà d'une opposition entre « le peuple » et les élites, ce journaliste et homme politique ultra-conservateur entendait surtout distinguer une France profonde, historique, nationale, avec ses « vrais » groupes et ses « vraies races » (le pays réel), et la France des institutions républicaines (le pays légal), avec ses « fausses élites » (juifs, franc-maçons, protestants, étrangers), passant leur temps à conspirer contre le pays réel.

Ces notions de pays légal et pays réel ont été fortement discutées, car lourdement idéologiques. En effet, il n'existe pas « un » pays légal et « un » pays réel. Le pays dit légal est tout aussi réel que l'autre. Et on ne peut les opposer de la manière dichotomique. Ni perdre de vue que ces idées ont été à la base du fascisme, allié au nazisme... (F.A.)